



FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a poursuivi ses discussions plénières, les États membres, les organisations intergouvernementales et les Grands groupes formulant leurs déclarations et annonçant des engagements et des partenariats. Deux dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu sur: l'énergie durable; et les océans, les mers et la biodiversité. De nombreuses manifestations parallèles ont eu lieu toute la journée et dans la soirée, dont plusieurs ont été axées sur les énergies renouvelables. La diffusion Web des Nations Unies des déclarations peut être consultée à l'adresse <http://webtv.un.org>

DISCUSSIONS PLÉNIÈRES

Le Vice-Premier Ministre du Samoa, Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo, a déclaré que le dialogue multipartite de partenaires de mardi sur le développement social, la santé et les maladies non transmissibles, les femmes et les jeunes a mis en exergue l'importance de mobiliser le potentiel de ces groupes sociaux dans les PEID.

Débat général: Les déclarations des pays ont souligné l'importance de: promouvoir la connectivité inter et intrarégionale entre les PEID; reconsidérer l'utilisation du PIB comme seule mesure de la richesse; la réalisation de progrès sur les objectifs du Millénaire pour le développement; faire face à la pénurie d'eau; et de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

De nombreux délégués ont parlé des prochaines discussions sur le climat à New York, Lima et Paris, en se référant aux aspects de sécurité relatifs aux menaces que font peser les changements climatiques et au potentiel associé aux catastrophes naturelles pour inverser les acquis du développement.

La Finlande a plaidé pour que la réduction des risques de catastrophe (RRC) cible davantage les plus pauvres et les plus vulnérables. La Thaïlande a déclaré que la nouvelle Communauté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pourrait offrir une occasion unique de coopération avec les PEID. D'autres ont mentionné la promotion de l'investissement direct étranger, la coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud, y compris les PEID.

Plusieurs pays ont annoncé des partenariats et des financements spécifiques aux PEID, y compris l'allocation par les Emirats Arabes Unis de 100 millions USD en financements à des conditions favorables pour les énergies renouvelables, et une contribution de la Suède s'élevant à 1,3 milliard SEK au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et un autre 300 millions SEK au Fonds vert pour le climat, une fois pleinement opérationnel.

La Suisse a encouragé les PEID à établir des missions permanentes auprès des Nations Unies à Genève pour faire en sorte que leurs voix soient mieux entendues.

La Barbade a appelé à la mise en place d'un mécanisme de financement spécifique aux PEID au sein du FEM, et a offert de servir de plaque tournante pour une nouvelle collaboration intergouvernementale entre les PEID.

Le Royaume-Uni a souligné son Initiative Darwin pour protéger la biodiversité dans les milieux naturels, et Darwin Plus, qui se concentre sur les territoires insulaires du Royaume-Uni. Le

délégué a souligné les priorités du programme de développement pour l'après 2015, mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté, l'égalité de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs.

La République de Corée a annoncé la création prochaine d'un nouveau fonds de coopération du Forum Corée-îles du Pacifique.

La Roumanie, s'exprimant au nom de l'UE, a déclaré que Samoa, la Voie à suivre, propose une nouvelle façon de penser les modèles de coopération future. La déléguée a souligné le rôle des investissements du secteur privé dans la stimulation d'une croissance équilibrée, inclusive et durable, et a souligné que 11 des partenariats bilatéraux entre l'UE et les PEID sont axés sur l'énergie.

Le Sri Lanka a appelé à un cadre sur la vulnérabilité et la résilience pour les petits États, y compris les PEID, pour aider à déterminer l'accès aux, et l'attribution des, ressources financières.

Le Mexique a discuté d'un programme de coopération avec les pays des Caraïbes qui vise à aborder: la préservation et la conservation; le tourisme durable; le commerce; les catastrophes naturelles; et le transport.

Le Costa Rica a mentionné le Forum sur la vulnérabilité climatique, qui aborde les vulnérabilités rencontrées par tous les petits États, et a soutenu la coopération Sud-Sud, en particulier entre les PEID, et pour réduire la « fracture numérique ».

L'Argentine a déclaré que Samoa, la Voie à suivre pourrait contribuer au programme de développement de l'après 2015.

Le Népal a noté les impacts de la fonte des glaciers et de l'élévation du niveau de la mer, en déclarant que les destins des nations de montagne et des États insulaires sont liés.

L'Indonésie a souligné l'importance du développement fondé sur les ressources maritimes, le dénommant économie bleue, et s'est engagée à renforcer les liens aériens et maritimes avec les PEID dans la région.

Le Suriname a appelé les Nations Unies à jouer un rôle de leader dans la révision des critères déterminant la radiation de la liste des pays les moins avancés, et à agir en tant que défenseur des PEID auprès des institutions financières internationales.

Le Secrétariat du Commonwealth a mis en exergue un partenariat stratégique avec le Conseil nordique pour l'utilisation durable des ressources océaniques.

La CEPALC a souligné l'importance de l'intégration régionale et de renforcer la résilience tout en atténuant les risques.

Le PNUE a noté que le PNUE en direct, une plate-forme basée sur le Web, est utilisé pour partager de l'information sur les questions clés relatives aux PEID.

L'Organisation internationale pour les migrations a souligné la nécessité de se préparer aux catastrophes, et de promouvoir la mobilité des talents en tant que meilleur moyen de protéger les pays vulnérables.

Le Grand groupe des femmes a appelé à un plan de mise en œuvre clair de la Voie à suivre de Samoa.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: ÉNERGIE DURABLE

La Présidente du dialogue, Simona-Mirela Miculescu, de la Roumanie, a souhaité la bienvenue aux participants. Elizabeth Thompson, de SE4ALL, a modéré la session.

Andrew Jacobs, de l'UE, a mis en exergue le partenariat sur l'accès à énergie NZ/UE qui aide la région du Pacifique à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, et a suggéré d'étendre cette coopération à d'autres régions.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PIED peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Naoko Ishii, Cheffe de la direction du FEM, a déclaré qu'une énergie abordable est essentielle au développement durable des PEID, et que la communauté internationale doit envisager de fixer un prix aux émissions de carbone et à réduire les subventions aux combustibles fossiles.

Adnan Amin, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), a annoncé l'initiative SIDS Lighthouses de l'organisation visant à soutenir le développement des énergies renouvelables dans les PEID, et le lancement d'un projet de biocarburants à Samoa, financé par le Fonds de développement d'Abu Dhabi.

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a souligné les possibilités pour les PEID dans le domaine des énergies renouvelables, en déclarant que leur petite taille et leur éloignement favorisent l'incubation de technologies d'énergie renouvelable, et permet la compétitivité des prix des combustibles fossiles.

Zaheer Allam, de l'Australian Urban Design Research Center, a souligné les besoins en matière de: promotion d'un ensemble énergétique diversifié; réduction du coût des énergies renouvelables; gestion de la consommation; et décentralisation du secteur de l'énergie renouvelable.

Discussion: Le délégué des Îles Marshall a déclaré que 95% de l'énergie fournie aux communautés des îles périphériques de son pays est de l'énergie solaire, et a souligné les avantages de la conversion de l'énergie thermique des mers. Les Bahamas ont indiqué que le pays vise à ce que l'utilisation d'énergie renouvelable atteigne 30% d'ici 2030, et ont discuté de leur partenariat avec l'Initiative de l'IRENA sur les énergies renouvelables et les îles. L'Allemagne a soutenu la Feuille de route 2030 de l'IRENA sur les énergies renouvelables, et a souligné les partenariats de son pays avec les PEID.

La Norvège a parlé d'une initiative qui aide plus de 20 PEID dans le développement de projets d'énergie propre. Saint-Kitts-et-Nevis ont mentionné le soutien de Cuba et du Venezuela pour l'élimination des ampoules à incandescence, et le soutien de la Chine pour l'installation de lampadaires solaires.

L'Italie a décrit un partenariat visant des stratégies durables en matière de biomasse, d'énergie solaire et de biocarburants dans les PEID.

Le Royaume-Uni a décrit un partenariat visant à implanter le biogaz à Samoa.

La Nouvelle-Zélande a souligné les résultats du Sommet énergétique du Pacifique 2013, organisé par la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne.

Les États-Unis ont souligné l'Initiative sur la sécurité énergétique des Caraïbes et l'intention de son pays de travailler avec la Grenade comme pays pilote pour améliorer son secteur de l'énergie. Le délégué a mentionné un atelier prochain qui sera organisé avec l'IRENA et le Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique (SPREP), et a indiqué que les meilleures pratiques seraient partagées grâce à l'initiative SIDS Lighthouses de l'IRENA.

La Communauté du Pacifique a mis en exergue des partenariats sur: les vélos dans les capitales; le Programme Miracle mélanésien d'un million visant à fournir l'électricité à un million de personnes d'ici 2020; et Cooking for Life, qui promeut l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL).

D'autres partenariats ont également été annoncés, incluant notamment sur: la réduction des gaz à effet de serre; le renforcement de la stabilité du réseau; le soutien à la gestion des connaissances; le renforcement des capacités et l'élargissement des marchés pour les énergies renouvelables; et la promotion d'un développement industriel à faible émission de carbone à travers les micros, petites et moyennes entreprises.

Le PNUD a plaidé pour des solutions à petite échelle, telles que les mini-réseaux et les systèmes solaires domestiques. Le Forum des îles du Pacifique a souligné l'importance de l'efficacité des transports. La Barbade a offert de partager son expertise en matière de chauffe-eau solaires avec d'autres PEID.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: OCÉANS, MERS ET BIODIVERSITÉ

Milan Jaya Meetarbhan, de Maurice, a présidé et modéré le dialogue.

Dans ses remarques d'ouverture, Arvin Boolell, de Maurice, a souligné la nécessité de développer une économie durable dans les zones océaniques.

Tommy Remengesau, Président de Palau, a appelé à regarder au-delà de l'approche de la zone économique exclusive (ZEE) et à adopter une approche holistique et globale des océans. Il a invité les Parties intéressées à collaborer à la National Marine Sanctuary Palau.

L'Ambassadeur Angus Friday, de la Grenade, a proposé d'établir une plate-forme qui dépasse le simple partage des meilleures pratiques, par la collecte d'information sur les projets et le jumelage des projets aux bailleurs de fonds.

Miguel de Serpa Soares, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires juridiques, a présenté ONU-Océans en tant que mécanisme de coordination inter-agences.

Biliana Cicin-Sain, Présidente du forum Océan mondial, a appelé à l'examen de nouveaux types d'utilisation des zones côtières et des ZEE, et à la mobilisation de financements accompagnés des capacités renforcées, soulignant l'importance de faire en sorte que les initiatives nouvelles et supplémentaires soient authentiques et durables.

Kate Brown, du Partenariat mondial pour les îles, a proposé d'éviter d'élaborer de nouveaux partenariats thématiques, et de se concentrer plutôt sur une approche visant un impact collectif, l'inclusion et la mobilisation du leadership politique de haut niveau.

Discussion: Les États-Unis ont présenté les travaux du Réseau mondial d'observation de l'acidification des océans (GOA-ON). Le délégué a annoncé le maintien du soutien des États-Unis pour la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest de la FAO, ainsi que de nouveaux partenariats sur la lutte contre l'acidification des océans, la pollution marine, la pêche illégale et la transparence dans la provenance des fruits de mer.

Les Îles Salomon ont appelé à des partenariats en matière de gestion des ressources impliquant à la fois des PEID et des partenaires non issus des PEID.

Les Maldives ont annoncé la création d'une réserve de biosphère de l'UNESCO et d'une unité de police environnementale.

La Chine a décrit ses partenariats créés avec la Jamaïque pour construire des systèmes d'observation des océans, et avec d'autres PEID sur les questions de surveillance de la biodiversité, la RRC, et la gestion des zones côtières.

Tonga a présenté un aperçu du projet sur les Minéraux des grands fonds marins du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SCP) et de l'UE, qui vise à réglementer l'industrie de l'exploitation minière en haute mer dans la région du Pacifique d'une manière coordonnée.

Le SPREP a annoncé son partenariat avec la National Geographic Society et la Fondation Waitt, qui comprendra le renforcement des capacités des membres du SPREP pour établir des réserves marines « où la pêche est interdite ».

Le Secrétariat de la CDB a souligné son Initiative océan durable. La CARICOM a annoncé son projet de collaboration sur cinq ans intitulé Intégration de l'eau, des terres et de la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes. L'OMM a présenté une initiative visant à mettre en place un cadre mondial pour les services climatologiques destinés aux PEID. Le mécanisme SIDS DOCK a souligné l'Initiative Carbone bleu menée par le PNUF, qui vise à assurer le maintien de la gestion des ressources marines telles que les fonctions de piégeage et de stockage du carbone.

DANS LES COULOIRS

Alors que le troisième jour de la conférence tirait à sa fin, bon nombre de délégués faisaient l'éloge du pays d'accueil, Samoa, pour son accueil impeccable. D'autres, cependant, se sont interrogés sur les « leçons à retenir » de la conférence, en remarquant qu'elle a été caractérisée par un programme mixte.

Étant donné que le débat général en plénière s'est tenu durant toute la conférence, certains délégués ont demandé si suffisamment de temps avait été consacré à répondre aux questions d'importance, et si l'organisation de discussions parallèles constituait une utilisation rationnelle du temps et des ressources. « Il faut se demander si jour après jour, le débat général n'est pas en train de drainer l'énergie des dialogues de partenaires, qui constituent le lieu où des actions et des engagements concrets sont effectivement pris » a déclaré un délégué.

Bien que beaucoup ait été dit sur les changements climatiques au cours des trois derniers jours, peu a été mentionné sur la question des migrations dues aux changements climatiques, frustrant certains, qui reconnaissaient que cette question, qui est devenue pressante pour certains PEID, est encore très controversée.

Les pays en développement sans littoral (PDSL), quant à eux, ont profité de l'occasion pour générer des possibilités de partenariat. La situation, telle que décrite par un délégué, se résume à « des pays à revenu intermédiaire tentant d'influencer les votes des PEID, des pays parmi les moins avancés et des PDSL tentant de s'emparer de certains partenariats, et des pays donateurs courant dans l'autre sens, parlant de nouvelles formes de financements dites innovantes ».

Néanmoins, plus d'un délégué a remarqué l'atmosphère de bonne volonté lors de la conférence. Selon la vision optimiste d'un négociateur chevronné, « finalement, nous voulons tous naviguer sur le même bateau durable ».

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse du *Bulletin des négociations de la Terre* de troisième Conférence internationale sur les PEID seront disponibles le dimanche 7 septembre 2014, en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/sids/sids2014/>